

DIEU ET PATRIE.  
—  
LIBERTÉ PLEINE ET ENTIÈRE  
DE LA PENSÉE.

TOLÉRANCE RELIGIEUSE  
ILLIMITÉE.

# L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

EN 1848.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

AN 1<sup>er</sup> DE LA RÉPUBLIQUE RECONQUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



**Les Citoyens de Paris sont priés,  
après avoir lu cette feuille, de l'expé-  
dier à leurs correspondants et amis  
des départements.**

PARIS, 6 AVRIL.

CITOYENS,

Je m'adresse à tous, vainqueurs ou vaincus, malcontents ou satisfaits, comblés des faveurs du Gouvernement provisoire ou froissés par son avènement, à vous tous enfin que cette grande commotion politique a jetés hors la sphère habituelle de vos espérances et de vos regrets.

J'ai à cœur de vous convaincre qu'il est temps plus que jamais de ne pas abuser de la liberté actuelle, pour se soustraire aux saintes inspirations de la fraternité; satisfaits, vous vous prélassiez peut-être un peu trop; froissés, vous boudez peut-être un peu trop longtemps à la République, qui doit être bien forte pour marcher ainsi, quoique seule et délaissée, d'un pas ferme, vers la consolidation de son institution.

Pour n'être ainsi l'œuvre de personne, il faut nécessairement que la République soit la nécessité des temps modernes, la révélation d'une tendance nouvelle de l'humanité; une de ces lois de la Providence, qui écrasent ce qui résiste, et ne rencontrent d'obstacles que pour les pulvériser. Entendez-vous, les échos de l'univers vous répètent, de frontière en frontière, le fracas de ces trônes que ce magique mot fait érouler de toutes parts? Que serait-ce d'une résistance de partis et de coteries?

Ne résistez donc pas; ne boudez pas; n'opposez pas une force d'inertie à ce torrent qui balaye quatre mille ans de passé, comme une gerbe de paille.

Il est dans l'intérêt de tous de rentrer dans les joies de la grande famille, de prêter le concours de ses lumières aux délibérations du pays, l'obole de son superflu à la caisse commune, son esprit et son cœur tout entier enfin à la réalisation du programme de nos institutions républicaines.

Vouloir aujourd'hui autre chose que la République, moins que la République, ou plus que la République, c'est appeler sur sa patrie le fléau de la guerre civile; et à ce jeu, ce ne seraient pas les républicains qui succomberaient.

Imaginez un instant un tout autre gouvernement, que l'imagination la plus débonnaire puisse se représenter comme le beau idéal des gouvernements; embellissez-le; parez-le des avantages de tous les autres gouvernements, et dépouillez-le de tous les inconvénients attachés à tous les gouvernements possibles; et quand vous aurez ainsi tracé la formule de votre utopie, il nous sera très-facile de vous démontrer que, dans les circonstances actuelles, votre utopie aboutirait droit à une révolution.

Dans le moment présent, vous êtes, sans doute, excusables de vous bercer l'esprit avec de pareilles rêveries; il vous est jusqu'à un certain point permis de vous faire encore illusion sur l'incertitude de nos institutions nouvelles; on n'a pas l'air de conspirer, quand on le fait, en tâtonnant, contre une République naissante. Mais, prenez garde, le lendemain de l'installation de l'Assemblée nationale, et du gouvernement définitif, c'est-à-dire du pouvoir exécutif organisé par les mandataires de la République, ce jour-là, dis-je, toute conspiration deviendra un crime de lèse-nation, qu'on pourrait bien expier, non par sa tête, puisque la peine de mort sera abolie, mais par la honte d'abord, et ensuite par la réclusion, jusqu'à réparation et résipiscence.

Discutons aujourd'hui; car nous accuserions plus tard. Éclairons-nous, pour prévenir toute mauvaise hypothèse de ce genre; la discussion et le suffrage universel une fois

établis, les conspirations deviennent du coup impossibles; les intrigues et les coteries tout au plus pourraient seules prendre la place des audacieuses conspirations.

Que voudriez-vous mettre à la place de la République, vous à qui la République n'a pas l'heur de plaire? Le scrutin est ouvert; voyons.

Le duc de Bordeaux? Pourquoi d'abord? à cause de ses talents militaires? Sur quel champ de bataille a-t-il combattu? Est-ce à cause de ses talents administratifs? Serait-il à lui seul le Turgot, le Necker, le Colbert de la France future? car, dans ce temps d'élections, le vote ne peut être acquis qu'au plus digne. Mais alors, dans quel écrit, devant quelle assemblée de publicistes a-t-il consigné les résultats de ses longues méditations et de ses veilles? Comment entend-il s'y prendre, pour réconcilier la vieille et inintelligente monarchie avec la jeune France, si enthousiaste pour le progrès des arts et des sciences, de l'industrie et du commerce? Jamais nous n'avons rien appris de lui, qui le range au nombre des habiles administrateurs. Un homme ordinaire, homme de salon seulement, ne saurait désormais plus être l'elu de 55 millions d'hommes libres et républicains par droit de conquête.

Serait-ce par hasard à cause de ce qu'on appelait jadis le droit de la naissance, que vous l'appelleriez à la tête de la grande nation? Mais vous voyez trop bien que ce droit si contestable en tout état de cause, a été broyé à tout jamais sous les pavés des barricades, avec tout son passé de déceptions et de mystérieuses iniquités.

Les Français sont redevenus Français, élisant à eux tous qui les commande dans les combats, et qui les administre au sein de la patrie. Ils ont perdu grandement l'habitude de s'en remettre à cet égard aux chances aventureuses de la lignée. On ne commande plus un roi à l'œuvre d'une femme, comme un chef-d'œuvre à un artiste. Arrière ces prétentions insultantes pour la dignité humaine et la fierté d'une grande nation!

Voulez-vous qu'on vous dise le dernier mot? c'est que la pensée d'un tel retour serait le signal d'une réprobation si terrible et si éclatante, que nul de nous ne serait capable d'en amortir les coups. La restauration n'a laissé en France d'autre trace que ce grand mot de Manuel à la tribune: *Repugnance*.

Aussi je suis convaincu que nul d'entre le parti légitimiste n'y songe, et j'irai même plus loin; ce n'est rien moins qu'à ce parti que j'attribue les folles démonstrations des premiers jours de la proclamation de la République; c'était certainement là l'œuvre ténébreuse d'une tout autre police, qui s'agite en ce moment. Aussi le citoyen Larochetjacquin a certainement été l'organe de son parti, dans le club des Amis du Peuple, quand il a dit, à haute et intelligible voix, qu'il n'y aurait qu'un fou qui pourrait songer au retour des Bourbons en France, et que dans un cas semblable, s'il était permis d'en admettre l'hypothèse, il combattrait invariablement pour la République, envers tous et contre tous; vu que le pouvoir héréditaire a fait place pour toujours en France au pouvoir électif.

Penseriez-vous à Louis-Philippe? votre ex-ami, votre Napoléon de la paix, votre Louis XI, votre grand et habile administrateur, votre bon père de famille? Vous en aviez déjà de trop, quand il régnait et gouvernait; qu'en feriez-vous, alors que vous l'avez si bien laissé partir, en détournant la tête et sans lui dire le moindre adieu. Si vous l'aviez tant aimé, sa fuite vous couvrirait de la honte de la lâcheté et de l'ingratitude. Si vous l'avez conspué avec nous, vos vœux pour son retour seraient un acte de folie; et une conspiration dans ce sens amènerait une réaction telle, que, de mémoire d'homme, l'histoire n'aurait jamais fait mention d'une semblable. Mais, vaine hypothèse; personne n'y songe.

Louis Napoléon n'a jamais eu, je pense, la prétention de s'opposer à l'accomplissement de la prophétie de son oncle

immortel: *La France, l'Europe même, sera République*. Si sa pensée était autre, il s'entretiendrait dans une folle erreur.

A quoi paraissent donc se rattacher les malcontents? et on le serait à moins, quand on a tant perdu de pensions, d'oripeaux, de commandes conditionnelles, de secrets de bourse, en perdant en vingt-quatre heures le gouvernement déchu?

A la régence? Mais de quelle régence? Du duc de Nemours? Oh! celui-là a emboîté le pas du cher père en fuite, avec une spontanéité et sous un déguisement improvisé, qui prouvent avec quelle sagacité il devinait l'affection que sa morgue, sa fatuité et ses souvenirs d'une certaine régence avaient inspirée de longue date à son propre parti.

La régence de la duchesse? La France monarchique n'a jamais consenti de bonne grâce à se laisser gouverner par les femmes; la loi salique s'y opposait. Que dirait de cela la France républicaine? Ne parlons plus de cela; car cela n'est pas admissible. Nous vous l'avons déjà dit.

La régence de l'ex-prince de Joinville? pourquoi donc, s'il vous plaît? Est-ce en vertu du droit de naissance? mais vous savez que ce droit-là est biffé; et la preuve, c'est que l'ex-prince de Joinville ne serait que le second, en vertu de ce droit; en le désignant ce serait l'élire, et vous n'auriez jamais l'audace de le demander à l'élection. Vous voudriez donc en obtenir l'avènement en vertu d'une conspiration? vous êtes trop faibles. En vertu d'un escamotage? le temps de ces roueries est passé.

Que voulez-vous donc, en boudant si longtemps à la République, en resserrant les liens de votre bourse, en supprimant le chapitre de vos dépenses, afin d'affamer le commerce de détail; le chapitre des commandés, afin d'affamer l'industrie, et partant la classe ouvrière; en refusant l'escompte, afin de perdre le crédit?

Vous vous attendez à jeter de l'odieux sur le gouvernement de la République, en le rendant le bouc émissaire d'un malaise que vous seuls auriez fait? Abandonnez ces coupables et folles espérances. La République est désormais incrustée en Europe; elle écrase les rois; elle triomphera de bien d'autres obstacles. Ralliez-vous à son drapeau; c'est le conseil le plus salutaire que nous puissions vous donner.

Tous vos petits efforts ne sauraient amener d'autre résultat que le mécontentement des classes laborieuses; et ce mécontentement se traduit par la guerre civile. Sur ce terrain, vous ne seriez pas les plus forts.

On vous offre la fraternité comme gage de sécurité; ne dirigez pas vos regards vers l'impunité de la discorde; la discorde tournerait à votre ruine; et nous, hommes qui ne demandons rien à la République, qui n'attendons rien de ses faveurs, qui ne savons que nous dévouer sans rien en attendre; nous, hommes de conciliation et de concorde, nous ne pèserions pas une paille, en cas de guerre civile, dans la balance de la justice de la nation exaspérée; la guerre civile vous écraserait.

Détournez ce fléau, mécontents, détournez-le, en vous jetant de bonne foi dans les bras de la République; elle seule peut vous préserver de la guerre civile et des révolutions; là où tout se décide par le vote, il n'y a plus de place aux coups de fusil.

Rentrez dans la grande famille, au lieu de faire famille à part. Le peuple est bon et généreux; mais on l'a tant trompé, qu'il se méfie.

On l'a trompé deux fois; il a pardonné deux fois; ne nous exposons pas aux chances d'un troisième escamotage.

Venez franchement à nous; la patrie vous l'ordonne; Dieu vous y convie; votre intérêt personnel vous indique ce parti comme votre unique planche de salut.



**Formes morales de Gouvernement.**

Nous ne sachions que deux sortes de gouvernements que la morale puisse avouer : le despotisme entre les mains d'un honnête homme pour les peuples mineurs, et la République démocratique pour les peuples majeurs et dignes de la liberté.

Quant au gouvernement représentatif, gouvernement qui ne vit que de fictions constitutionnelles, de diplomatie et de corruption électorale ; c'est le gouvernement du mensonge, de la base au sommet ; c'est la plus sale de toutes les formes gouvernementales. Qu'est-ce qu'un roi qui règne et ne gouverne pas ? qui nomme ses ministres responsables, ses valets de plume, ses gérants que l'on peut punir des fautes de leur maître, lequel reste inviolable, quoique l'unique auteur du forfait ? qui a l'or pour acheter les consciences, lesquelles doivent à leur tour voter l'or pour acheter de nouveau d'autres consciences ? Cercle vicieux de corruptions que le peuple paye de ses sueurs et souvent de son sang. C'est alors la tyrannie ayant pour rempart l'immoralité. Sa durée est de quinze ans ; sa chute est marquée par la banqueroute et la guerre civile. Ne recommençons plus de pareils essais ; que le dernier soit le dernier en ce bas monde.

**LIVRE ROUGE.**

Plusieurs journaux, organes des vœux émis par une foule de clubs, demandent à hauts cris la communication du livre rouge, ainsi que des dossiers de la police. Nous avions, dès le principe, réclamé cette mesure comme le seul moyen d'arriver à préserver la République des sourdes trahisons d'agents secrets, qui savent si bien se glisser dans toutes les administrations.

Les premiers jours, on nous assura que Delessert avait eu soin d'emporter le livre rouge, et que les dossiers se trouvaient encore sous les scellés. Cette seconde partie de la déclaration n'était pas sérieuse ; car ces sortes de scellés étaient faciles à briser.

Quant à la première partie, on la dément aujourd'hui ; car on nous assure que le livre rouge est retrouvé. Rien ne s'oppose donc plus à ce qu'on permette aux citoyens d'en prendre communication à toute heure, afin de pouvoir contrôler et le personnel de l'administration, et celui des solliciteurs, et celui des candidats à la députation nationale.

Ce sera là un moyen de découvrir la source de toutes ces calomnies que la main d'une police occulte répand sur tous les points de la France contre les républicains les plus éprouvés.

Nous attendons que le Gouvernement provisoire nous adresse à cet égard une réponse quelconque, avant de nous en expliquer plus amplement.

Nous voyons en effet se glisser, dans tous les clubs de la capitale, les agents de l'ex-police Montalivet ; ils se montrent aujourd'hui tout aussi bien organisés que sous la monarchie déchue. Tout est pour eux et contre nous. Jamais ils n'ont relevé plus haut la tête.

S'ils ne continuent pas à être mouchards, pourquoi la police, actuelle ne déjoue-t-elle pas leurs complots ? Dans le numéro prochain nous ferons, à cet égard, une révélation qui nous est personnelle, et nous la soumettrons au patriotisme de nos concitoyens.

Ce que nous pouvons assurer, c'est que, quant à nos persécutions, rien ne semble changé, ni du côté des huissiers, ni du côté des juges, ni du côté de cette horde d'êtres ignobles, à qui l'ex-monarchie avait confié le soin de notre spoliation et de notre famille, ainsi que la mission de nous diffamer.

Le citoyen Lacour nous écrit une lettre assez longue pour nous certifier que le fait que nous a signalé le citoyen Noël lui est complètement étranger, quoiqu'il ait eu lieu dans son imprimerie ; nous allons extraire le passage suivant, le seul qui se rapporte à l'affaire :

« En mon absence, dit le citoyen Lacour, le sieur Morel, pharmacien-droguiste, rue des Lombards, n° 14, avait donné à imprimer plusieurs lettres signées de MM. Rodde et Cauchois-Lemaire. Dès que j'eus connaissance de ces lettres, je déclarai qu'à raison de leur caractère agressif, et qu'à raison surtout des discussions d'intérêt qui avaient eu lieu entre vous et moi, je refusais formellement de les imprimer, voulant éviter jusqu'au soupçon qu'on pouvait élever contre moi d'avoir essayé par là de donner satisfaction à de mesquines passions ; je rendis sur-le-champ les copies des lettres et n'entendis plus parler de rien. Tels sont les faits dans leur entière exactitude. »

**Observations sur la lettre précédente.**

Vous le voyez, citoyens, le fait est avéré quant au fond ; mais, par la déclaration du citoyen Lacour, il prend un caractère politique d'une certaine gravité.

L'agent de cet ignoble tripotage est donc encore ce Mo-

rel, dont la police médicale s'est servi pendant deux ans pour nous diffamer, nous spolier nous et notre famille, lorsque la justice d'alors lui permettait d'attirer les chandails, en invoquant mensongèrement la garantie de notre nom, attendu, disait le jugement, que notre prétendue surveillance n'était annoncée que pour attirer le public. C'est cet homme que nous avons démontré être l'agent des sieurs Montalivet et Orfila, dans cinq ou six de nos plaidoiries imprimées, et qui n'a jamais osé dire le moindre mot pour atténuer même le sens de cette accusation ; c'est cet homme, agent de l'ancienne police, qui court les clubs et les imprimeries pour continuer, aux frais de quelle police aujourd'hui ? le système d'attaque que lui avait confié le gouvernement déchu. Oh ! ceci est trop fort, et nous détermines à porter devant la nouvelle justice une plainte en altérations d'écritures de commerce et autres délits de ce genre, plainte que nous avions différée jusqu'à ce jour, crainte d'avoir l'air de nous livrer à des sentiments de justes représailles. Il le faut pourtant bien, afin de ne pas laisser ces gens-là travailler ainsi en sous-œuvre à spolier encore ma famille, et à jeter leur bave et leurs insultes sur mon nom.

Nous ne savons pas si la nouvelle justice nous prêterait main-forte contre de telles iniquités ; nous l'aurons tout de même mise en demeure de le faire. L'opinion publique appréciera.

**ÉLECTIONS.**

Ce n'est pas sans un premier étonnement et un autre sentiment de défiance que nous lisons, dans les journaux de médecine, toutes les protestations chaleureuses de dévouement à la jeune République que certains médecins, candidats passés, présents et à venir, consignent dans leurs *Gazettes médicales*. Un journal de *chantage médical* bien connu parmi tous les chers confrères, vrai *Moniteur* jadis, c'est-à-dire il y a deux mois, de la police médicale de Paris, paraissait s'être transformé tout à coup en républicain de vieille date, républicain d'esprit et de cœur. Mais voilà tout à coup que le vent semble un peu tourner à l'avantage du parjure ; et le vieux roué se permet, sans rougir, de recommander à ses lecteurs la circulaire d'un médecin ex-républicain, qui fait profession de vouloir la réalisation franche et sincère de la monarchie représentative. Comprenez-vous maintenant le républicain du lendemain dans ses serments ? Avis aux votes.

**Kersausic. — Réunions préparatoires pour le grade de colonel de la 1<sup>re</sup> légion de Paris.**

Ce n'est point le capitaine Kersausic qui a eu l'idée de se présenter aux suffrages de la 1<sup>re</sup> légion, pour ce grade. Dès son arrivée, une lettre quasi-officielle le prévint qu'il était porté également par la garde nationale à cheval et par la 1<sup>re</sup> légion.

Nous annonçâmes ce fait dans l'*Ami du Peuple*.

Deux jours plus tard, la mairie de Paris publiait officiellement la liste des candidats au grade de colonel de la cavalerie ; le nom de Kersausic ne se trouvait pas sur la liste.

Le même jour, le citoyen Bastide se portait candidat au grade de colonel de la 1<sup>re</sup> légion, en concurrence avec Kersausic et Destutt de Tracy.

A la réunion préparatoire, Kersausic se démet de sa candidature en faveur de Bastide ; mais celui-ci s'étant démis de la sienne en faveur de Tracy, Kersausic reprend sa candidature, comme ne s'en étant pas démis en faveur de ce dernier.

Le soir même, Tracy se démet à son tour de sa candidature ; et deux citoyens apportent à Kersausic la lettre suivante :

**Ministère des affaires étrangères.**

« Mon cher Kersausic,

« On m'assure que tu n'as pas de chances suffisantes. « De Tracy vient de se désister de sa candidature, et l'on me demande de me présenter de nouveau.

« Je t'en donne avis, afin qu'il n'y ait pas de malentendu. Quoique je ne désire pas, comme tu le sais, être nommé, je crois devoir te prier de me céder cette place peu enviable.

« Ton ami,

« JULES BASTIDE. »

Kersausic se trouve alors remplacé, par rapport à Bastide, dans sa première position ; et il se voit, en vertu de sa parole donnée, obligé de se retirer encore de la lice, comme candidat ; ce qui, cependant, n'engageait que lui, mais non les électeurs, dont le vote est toujours indépendant des arrangements que les candidats peuvent prendre.

La place de Kersausic aurait été ailleurs, si notre gouvernement avait adopté une tout autre diplomatie ; ex-vo-

lontaire polonais, Kersausic se serait trouvé fier de marcher au secours de la Pologne, notre sœur, à la tête d'une armée française. C'était là la véritable place que, dans les circonstances actuelles, la Providence des peuples avait marquée au digne et brave neveu du premier grenadier français. Que cette Providence achève son œuvre.

Le citoyen Rabouin nous rapporte ce qui suit au sujet de l'élection du 1<sup>er</sup> arrondissement :

La réunion préparatoire tenue au cirque des Champs-Élysées, pour la candidature du grade de colonel, a été troublée d'une manière illégale ; une cabale organisée n'a cessé d'étouffer la voix de Kersausic.

Les ouvriers et patriotes républicains ont protesté contre cette intolérance.

Le président, ne venant pas à bout de vaincre le tumulte, a levé la séance ; et dès que le calme s'est rétabli, le citoyen Rabouin a raconté avec entraînement la vie de Kersausic ; ce récit a été interrompu par les acclamations de l'assemblée.

Le vote d'aujourd'hui est entaché d'irrégularités nombreuses.

Sur 20,000 électeurs, près de 10,000 seulement ont pu voter.

Sur ce nombre, Tracy a obtenu 6,066 voix, Kersausic 4,669, Bastide 4,280, Clary 460, Cailhouet 570.

Kersausic en aurait eu bien davantage, si l'on n'avait pas assuré en certains endroits qu'il s'était désisté.

Séance tenante, on a protesté contre les irrégularités de cette élection, et contre les menées qui en ont vicié le résultat. Le citoyen Durand Saint-Amand a blâmé énergiquement la conduite du citoyen Duffié, colonel provisoire, qui a employé les tambours de la légion pour distribuer à domicile des bulletins portant les noms de Tracy et Duffié, comme candidats aux grades de colonel et lieutenant-colonel.

On a su qu'une foule de gardes nationaux n'avaient pas reçu leurs cartes d'électeurs.

On a su que des chefs d'ateliers avaient empêché leurs ouvriers de venir voter.

On a pris des réserves sur toutes ces circonstances, et le citoyen maire en a donné acte aux citoyens Delair, Seguin et autres ; il en a dressé un procès-verbal qui sera envoyé au Gouvernement provisoire.

Les citoyens gardes nationaux non appelés se proposent de faire la contre-épreuve au champ de Mars.

En conséquence, le citoyen Kersausic reprendra sa candidature, dans le cas où l'élection, comme c'est probable, serait annulée.

**NOUVELLES ÉTRANGÈRES.**

La Pologne nous tend les bras ; son gouvernement central établi à Posen manque d'argent et d'armes ; les paysans s'arment de faux. L'Allemagne marche à son secours. Et la France continuera-t-elle la diplomatie de Louis-Philippe. Honte à nous, s'il en était ainsi !

La chute de la Pologne est toujours, citoyens, d'un mauvais augure pour le salut de nos libertés publiques. Peuple français, lève-toi comme un seul homme ; ta brave armée est impatiente de renouveler les prodiges d'Austerlitz.

— L'Autriche commence à s'apercevoir de la déception dont l'empereur a su la rendre dupe. Une seconde révolution est imminente, pour rappeler à l'esclavage de Metternich que l'Italie a le droit d'être libre. Le cabinet de Vienne se prépare, en toute hâte, à renforcer de quatre-vingt mille hommes l'armée destinée à massacrer les Italiens. Ce dernier coup est l'arrêt de mort des institutions impériales ; Vienne répondra à ce défi par la République.

— A Madrid, Narvaez abuse brutalement d'un semblant de victoire qu'il a remportée dans la rue. État de siège, emprisonnements, exil, perquisitions, il n'oublie rien de tous ces moyens iniques qui sont le présage le moins équivoque de la chute des rois.

**NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.**

Les actes du Gouvernement nous révèlent que quelques signes de mécontentement se manifestent dans beaucoup d'endroits au sujet des autorités militaires, et que la voix de certains chefs a perdu de sa puissance à maintenir la discipline. Le Gouvernement provisoire aurait dû comprendre que son inaction à l'égard de l'armée devait amener un pareil résultat. Notre armée, animée du même esprit que le peuple, et commandée fort souvent par des chefs émanés d'un système qui aurait flétri une à une toutes nos libertés, l'armée réclame, comme la garde nationale, les bienfaits de l'élection. On aurait dû donc s'occuper préalablement d'un travail d'élimination, qui, sans froisser la légitimité des positions acquises, et tout en usant largement d'un système raisonné d'indemnités et de compensations envers les chefs, aurait donné cette trop tardive satisfaction aux justes susceptibilités de l'armée, qui, elle aussi, est composée de citoyens français.

L'à-propos est le plus sûr garant de l'ordre.

— Le citoyen général Caragnac n'a pas accepté le portefeuille de ministre de la guerre.